

Recherches sociographiques



Terry COPP, *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais, 1897-1929*

Jean-Pierre Charland

Volume 22, numéro 2, 1981

La ville de Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055934ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055934ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Charland, J.-P. (1981). Compte rendu de [Terry COPP, *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais, 1897-1929*]. *Recherches sociographiques*, 22(2), 278–279. <https://doi.org/10.7202/055934ar>

Sacré-Cœur, Saint-Sauveur, Notre-Dame-de-la-Garde, Notre-Dame-des-Anges, Notre-Dame-de-Jacques-Cartier, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Esprit, Saint-Roch, Saint-Vincent-de-Paul, Saint-Charles-de-Limoilou, Notre-Dame-des-Victoires). Ayant repéré un territoire de relative stabilité résidentielle, correspondant presque exactement à une zone déjà identifiée comme défavorisée par le Rapport Martin en 1961 et par le groupe de travail Ezop-Québec en 1976 (p. 104), l'auteur a décidé d'y analyser la relation entre la pauvreté des résidants et la tendance qu'ils manifestent à ne se déplacer que sur de courtes distances. Dans un premier temps, il montre qu'une grande partie de la population ne déménage toujours qu'à l'intérieur de la zone étudiée, puis il établit que la majorité de la population travaille à l'intérieur de la zone ou à proximité de celle-ci. Il est ensuite démontré que la distance entre la résidence et le lieu de travail diminue après chaque vague de migration, donc que la distance résidence-lieu de travail semble bien être un critère important dans le choix de l'habitation. L'analyse du coût et de la dimension des logements révélant que la zone correspond à un territoire de bas loyers et de grands logements, on conclut que les pauvres sont retenus à l'intérieur de limites territoriales assez précises par le souci de résider près de leur lieu de travail dans un logement peu coûteux et relativement grand. D'où deux expressions caractéristiques de l'étude: « croissant de pauvreté » et « population captive ».

Mais comment fonctionne le système de captivité? La proximité du lieu de travail et le faible coût de grands logements ne sont certainement pas les seuls liens retenant la population à l'intérieur du croissant. On songe à la nature du travail disponible, aux relations sociales, aux organisations communautaires, aux services socio-économiques, à toutes les autres composantes de la vie collective, et on est porté à imaginer tout un genre de vie distinctif de ce type de zones et qui comprendrait les contraintes économiques qui font que le croissant de pauvreté existe, les éléments inventés par la population depuis des générations pour vivre de ses faibles ressources et les moyens mis en place par l'État ou certaines institutions pour pallier les misères les plus criantes. L'étude de Pierre Cliche est une invitation à entreprendre la description de ce genre de vie. En fait, comme beaucoup d'études du genre, elle ne prendra tout son sens et ne révélera toute sa valeur qu'au moment où on pourra la situer dans un vaste ensemble de connaissances organisées portant sur la même réalité.

Ce livre est certainement la pièce la plus importante versée au dossier « Québec » depuis les travaux du groupe Ezop.

Marc-A. LESSARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Terry COPP, *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais, 1897-1929*, Montréal, Boréal Express, 1978, 213p.

L'histoire urbaine, celle du travail et celle des travailleurs, a retenu plus qu'à l'accoutumée l'attention des historiens ces dernières années. Terry Copp fut des premiers à s'y intéresser. Parce que peu de choses ont été écrites sur les premières décennies du siècle à ce sujet, son étude est un apport précieux. Elle fut éditée d'abord en anglais, en 1974, sous le titre *The Anatomy of Poverty. The Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929*. Dans sa traduction française, elle inaugure la collection « Histoire et sociétés », des éditions Boréal Express.

Terry Copp présente une facette nouvelle de ce qu'on a voulu appeler « la belle époque » et « les années folles ». Ces trente ans, qualifiés de prospères, il nous les montre terribles pour la classe ouvrière. Créatrice de la prospérité, celle-ci n'a guère vu d'amélioration sensible de son niveau de vie, et la misère est restée son lot. L'auteur confie dans le premier paragraphe de sa préface avoir

voulu faire une étude des conditions socio-économiques de la classe ouvrière. Mais dans les lignes qui suivent, il avoue que c'est de l'extérieur que la classe ouvrière se trouve étudiée, et à la fin du paragraphe il confesse : « Cette étude présente donc plutôt un tableau du système socio-économique à l'intérieur duquel vivait la classe ouvrière qu'une description des conditions de vie de cette classe. » Le titre devient donc trompeur.

Ce paragraphe se trouve être le meilleur compte rendu de l'ouvrage. Devancer ainsi le jugement du lecteur vise sans doute à le désamorcer. Ce « tableau du système », nous le décrivions comme une succession d'esquisses d'un décor. Mais il ne faut pas s'attendre à trouver une très grande présence du principal acteur : la classe ouvrière. Cela tient, en grande partie, aux sources consultées. Imprimées, celles-ci viennent surtout des gouvernements provinciaux et municipaux.

Ces esquisses nous sont peut-être présentées dans un ordre défendable mais qui, de prime abord, ne s'impose pas à l'esprit. En effet, les chapitres s'alignent ainsi : « La basse ville », « Les revenus de la classe ouvrière », « Les femmes et les enfants au travail », « L'instruction publique », « Le logement », « La santé », « La bienfaisance », « Les conflits de travail ». Les premier, cinquième et sixième chapitres tracent un portrait d'un cadre de vie. D'autres parlent du travail (les deuxième, troisième et huitième). Enfin, les quatrième et septième chapitres rendent compte des efforts pour solutionner le paupérisme, pour discipliner et intégrer les ouvriers. On saisit mal la cohérence de l'ensemble. De plus, les comparaisons de la situation à Montréal avec celle des autres villes nord-américaines ne vont guère loin, faute de données.

Chacun des tableaux brossés par Terry Copp est intéressant, mais le lecteur reste sur son appétit. L'auteur a prévenu le coup dans sa préface, en disant que chaque chapitre aurait mérité de faire l'objet d'une étude. Cependant, son souhait de voir son ouvrage ouvrir la voie à de nouvelles recherches a sûrement été satisfait. Étant le premier, l'ampleur du sujet et le peu qui a été fait l'ont obligé à tout voir. Mais il arrive fort bien à faire désirer en savoir plus, à inciter à poursuivre ce qui a été amorcé.

Jean-Pierre CHARLAND

*Département d'histoire,
Université Laval.*

Jean ROY, *Montréal, ville d'avenir*, Montréal, Quinze, 1978, 296p.

La prise de conscience du déclin de Montréal est à l'origine d'une série de propositions de relance de la zone métropolitaine montréalaise depuis le début des années soixante-dix. Les intervenants économiques privés et publics ont en effet compris, un peu tardivement, que l'idée de « mettre Montréal sur la carte » ne s'accompagnait pas automatiquement de mesures susceptibles d'asseoir sur des bases permanentes un avenir montréalais qui leur soit plus profitable. Quant aux travailleurs et autres résidents des quartiers populaires de Montréal, ils ont, règle générale, payé chèrement la montée artificielle de Montréal au firmament des villes mondiales. Bref, du côté des groupes populaires comme du côté des groupes économiques influents, il était prévisible que soient élaborés et diffusés des projets de réorientation du développement de Montréal qui ont eu tendance à s'opposer plutôt qu'à se compléter.

C'est à cette opposition, et plus précisément à la portion populaire de l'alternative, que s'alimente le livre de Jean Roy intitulé *Montréal, ville d'avenir*. Aussi, après avoir reconnu qu'il était tout à fait logique qu'un militant ayant été candidat du Front d'action politique (F.R.A.P.) en 1970, puis candidat et conseiller du Rassemblement des citoyens de Montréal (R.C.M.) entre 1974 et 1978, consacre l'exclusivité de sa réflexion au passé et à l'avenir du projet populaire de développement économique et démocratique de Montréal, demandons-nous comment Jean Roy s'est acquitté de cette tâche.